https://ricochets.cc/Chronique-du-regime-policier-francais-4806.html

Chronique du régime policier français : viol, algorithmes, milice anti-environnement, pass sanitaire, apéro, cadenas de vélo, militaires factieux, extradiction...

Publication dans vendredi 30 avril 2021

- Les Articles -

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

A force, on voit que l'ensemble de ces lois, violences policières et mesures liberticides font système. Il ne s'agit pas de bavures ou de dérives, de dispositifs transitoires, mais d'un système voulu, planifié et organisé sur la durée pour mater/terroriser les peuples et étouffer les rébellions, pour que le régime anti-démocratique, écocidaire, inégalitaire et violent perdure.

PROCÈS DU "SURF PARK" : LA JUSTICE CONDAMNE LES DÉFENSEURS DE L' ENVIRONNEMENT

5500Euros pour quatre personnes ayant voulu défendre un terrain

Le verdict du procès contre des militants écologistes opposés au projet du Surf Park a été rendu le 20 avril. Ils étaient accusés de "violences sur personnes en réunion avec usage ou menace d'une arme", et "d'installation en réunion sur un terrain privé", lors d'un festival en juillet dédié à la préservation de ces terres. Rappelons que les violences ont été commises par une milice pro Surf Park munie de bâtons et de marteaux, fonçant sur les militants avec des tracteurs (voir nos différents articles à ce sujet) ! Quant au terrain, il est voué à la destruction pour construire le "Surf Park", un projet écocide pour permettre aux plus aisés de faire du Surf sur un lac artificiel... à 5 km de la mer. De la pure mégalomanie, qu'ils tentent de justifier de manière indécente en projet "éco responsable".

Le rendu est écoeurant : si les accusés sont relaxés pour les imaginaires "violences", ils ont en revanche été condamnés à 1 000 Euros d'amende chacun pour le délit « d'occupation illicite de terrain d'autrui en vue d'y habiter, ce même de manière temporaire » ! Ils ont également été condamnés à verser 1 500 Euros de dommages et intérêts à l'agriculteur qui se plaignait de l'occupation du terrain qu'il va détruire. Soit 5500 Euros en tout : méprisable.

Ce propriétaire terrien détestable s'est lamenté avec des complaintes fallacieuses alors que c'est lui qui a fait appel à la milice de FNSEA pour attaquer les militant.e.s. Par ailleurs, ses hectares de terre qu'il prétend chérir est une location en bail précaire, puisqu'il est voué au bétonnage (les travaux devaient commencer quelques mois après le festival).

Ce verdict est donc doublement scandaleux. D'une part, parce que les faits ne correspondent même pas à la réalité de l'infraction, puisqu'il n'y avait aucune intention d'habiter sur place. D'autre part, parce qu'il fait passer la propriété privée au-dessus de la liberté de manifester. Ladite propriété vouée à disparaître... **Ce jugement est inquiétant car il menace toute occupation d'une maison, d'un immeuble, d'un champ, vide et inutilisé, puisqu'il y a toujours un propriétaire quelque part. C'est aussi l'idée d'occuper pour défendre un lieu ou une zone de sa destruction qui est ici criminalisée. Cette condamnation se situe dans la même lignée que les dernières lois anti-squat.** Rappelons d'ailleurs qu'en plusieurs endroits, des milices anti-squats armées ont attaqué des habitants et habitantes de logements vides.

L'État s'est doté d'un arsenal juridique gigantesque pour réprimer la contestation dans toutes ses formes. Et il se renforce constamment. Notre force doit venir d'une façon collective de lutter contre toutes formes de répression. Créons des ponts, des liens, entre toutes les formes de lutte, pour ne pas se laisser écraser par la répression.

Les inculpés font appel de ce jugement : solidarité !

(post de Nantes Révoltée)

Chronique du régime policier français : viol, algorithmes, milice anti-environnement, pass sanitaire, apéro, cadenas de vélo, militaires factieux, extradiction... L'armée du Mordor occupe nos rues

Condamné au prétexte du port de ...cadenas de vélo

De nos jours en france, il ne fait pas bon de rouler à vélo parce qu'on est pauvre et/ou écolo, si vous êtes fiché comme militant, le port du cadenas de vélo vaudra une condamnation pour port d'arme :

Le cadenas de son vélo était dans sa poche... suivi de Fichtre ! La fiche secrète est fichue !
Où l'on apprend ce qu'il peut en coûter d'avoir un cadenas de vélo dans sa poche et ce que vaut le secret d'une fiche S...
Bilan du procès de E. qui a eu lieu le 29 mars dernier. Interpellé en contrôle préventif lors de la contre manifestation contre Génération Identitaire le 20 février, il a été incarcéré suite à son refus de la comparution immédiate jusqu'à la première demande de mise en liberté.

nB Viol au commissariat du 19e arrondissement de Paris

ã « T'es mort, tu vas morfler. On va t'enculer, tu vas mourir, tu vas mourir, tu vas mourir. » Tommi a 23 ans. Le 5 avril, il a subi des violences et des maltraitances, ainsi qu'un viol.

Voir **«** J'ai été violé et tabassé par deux policiers dans le commissariat du 19e arrondissement » - Le 5 avril dernier, Tommi est interpellé par des policiers du 19e arrondissement. Au moment de l'arrestation puis pendant sa garde à vue, deux fonctionnaires le frappent et le violent, dit-il. Un certificat médical confirme son récit.

4 SÉCURITÉ GLOBALE : LA LISTE DE LA HONTE !

Le 15 avril, les députés ont voté définitivement la loi sécurité globale à 75 voix pour et 35 contre. Et ce, malgré l'énorme mobilisation populaire pour refuser ce texte liberticide. Honte à ces 75 députés, dont voici les noms...

LREM : Éric Alauzet, Patrice Anato, Frédéric Barbier, Aude Bono-Vandorme, Claire Bouchet, Bertrand Bouyx, Pascale Boyer, Danielle Brulebois, Carole Bureau-Bonnard, Lionel Causse, Émilie Chalas, Christine Cloarec-Le Nabour, Dominique Da Silva, Marc Delatte, Nicole Dubré-Chirat, Jean-Michel Fauvergue, Jean-Marie Fiévet

,Jean-Luc Fugit, Raphaël Gauvain, Séverine Gipson, Valérie Gomez-Bassac, Fabien Gouttefarde, Émilie Guerel, Christine Hennion, François Jolivet, Guillaume Kasbarian, Stéphanie Kerbarh, Anissa Khedher, Rodrigue Kokouendo, Nicole Le Peih, Martine Leguille-Balloy, Alexandra Louis, Sandra Marsaud, Denis Masséglia, Jean-Michel Mis, Adrien Morenas, Charlotte Parmentier-Lecocq, Patrice Perrot, Anne-Laurence Petel, Bruno Questel, Rémy Rebeyrotte, Véronique Riotton, Muriel Roques-Etienne, Xavier Roseren, Cédric Roussel, Thomas Rudigoz, Pacôme Rupin, Marie Tamarelle-Verhaeghe, Liliana Tanguy, Jean Terlier, Alice Thourot, Pierre Venteau, Guillaume Vuilletet, Souad Zitouni

LR : Thibault Bazin Ian Boucard, Jean-Jacques Ferrara, Yves Hemedinger, Brigitte Kuster, Alain Ramadier, Antoine Savignat

MODEM : Géraldine Bannier, Christophe Blanchet, Blandine Brocard, Michèle Crouzet, Isabelle Florennes, Brahim Hammouche, Aude Luquet, Jean-Paul Mattéi
PS : M'jid El Guerrab, Dimitri Houbron, Lise Magnier, Valérie Petit
UDI : Christophe Naegelen

Non inscrits :1 Emmanuelle Ménard

Honte aussi à celles et ceux qui se sont abstenus ou qui n'ont même pas participé à ce vote aux conséquences dramatique.

(post de Nantes Révoltée) - voir la VIDEO

ILS PRÉPARENT LA GUERRE CIVILE - PRÉPARONS LA GRÈVE GÉNÉRALE

La sortie de l'épidémie inquiète très fortement le pouvoir. Il craint les explosions sociales.

Il ne se passe pas un jour sans qu'on entende l'inquiétude des puissants transpirer ici ou là. Marlène Schiappa, très bête, mais sismographe utile, craint carrément "l'apocalypse".
Il faut dire pour légitimer leurs craintes, qu'il y a déjà pas mal de luttes actuellement malgré la peur du covid, les divisions dans la populations que cela engendre et malgré les mesures coercitives et policières, couvre-feu, confinement...

Il y a des luttes partout, mais invisibles parce qu'émiettées, des luttes contre les entreprises qui licencient ou ferment, des luttes pour les augmentations de salaires, des luttes de paysans qui se prolongent, celles des gilets jaunes qui sont toujours là, la lutte qui dure des milieux du spectacle contre la démolition de la protection chômage, une manifestation contre cette loi le 23 avril bien suivie, un premier mai qui le sera certainement aussi, des manifestations sur tous les sujets, répression policière et loi Sécurité Globale, contre les restrictions sanitaires, contre l'antisémitisme, le racisme, pour la protection de la nature et cela malgré des directions syndicales quasi muettes et des directions politiques d'opposition qui n'ont que les présidentielles de 2022 comme perspective. Bref, tout se passe comme si les classes populaires essayaient de protester contre tout ce qui les étouffent dans la même mesure que leur désobéissance civile contre l'absurdistan autoritaire du pouvoir est croissante mais encore étouffée, sourde... en recherche de l'évènement qui pourrait généraliser l'ensemble. Et on voit que dans bien des pays, cette contestation un moment arrêtée par le covid, reprend de plus belle.

Alors, le pouvoir maintient ou renforce ses mesures policières, sort une loi Sécurité globale, accentue ses tentatives de division sur le terrain du racisme, voit des islamo-gauchistes partout, passe une loi séparatisme, met en place un préfet sur l'immigration, embauche 10 000 flics en plus, ouvre des places de prison, commandes massivement des LBD et il annonce que la campagne présidentielle se fera sur la sécurité.

Il maintient contre vents et marées un ancien royaliste au ministère de l'Intérieur, il s'attaque aux organismes anti-corruption, cède à toutes les revendications ou provocations des groupes policiers d'extrême droite.
Par ailleurs les chaines de télé se remplissent de chroniqueurs d'extrême droite, étalant quasi ouvertement leurs préjugés, leur haine du petit peuple et leur racisme.
C'est dans ce contexte que des généraux à la retraite, liés à l'extrême droite ont sorti leur appel à un coup d'Etat militaire, contre les quartiers, les arabes et les anti-racistes sans que le pouvoir ne le dénonce réellement.

Bref, tout ce petit monde des nantis, des gavés, des bourgeois et leurs serviteurs les plus réactionnaires se prépare à ce qui leur fait une peur bleue, ce qui occupe leur esprit en permanence et les empêche de dormir, la sortie de l'épidémie et l'explosion sociale qui pourrait aller avec.

Ils se préparent.
Préparons-nous aussi !

(post de Jacques Chastaing)

L DE QUOI LA TRIBUNE DES MILITAIRES " CAGOULARDS" EST-ELLE LE NOM ?

« Signée par « une vingtaine de généraux, une centaine de hauts gradés et plus d'un millier d'autres militaires », une tribune (saluée par Marine Le Pen) réclame l'intervention de l'armée sur le sol national pour lutter contre « l'islamisme », les « hordes de banlieues » et les antiracistes : « Demain la guerre civile mettra un terme à ce chaos croissant, et les morts, dont vous porterez la responsabilité, se compteront par milliers. » ...
A la lecture de cette tribune publiée le 21 avril, jour-anniversaire du putsch d'Alger, comment ne pas penser à l'OAS ou à la Cagoule, cette organisation terroriste, mais aussi réseau d'hommes d'influence (armée, police, politique, affaires) d'extrême droite, anticommuniste, antisémite, antirépublicaine ?
Les cagoulards vont, dans les années 1930, au nom du combat contre l'Anti-France (incarnée bien sûr par la figure du « judéo-bolchevisme ») organiser des assassinats, des attentats et des actes séditieux avant de basculer dans la pleine collaboration avec l'occupant nazi.
« De quoi la tribune de ces militaires factieux est-elle le nom ?
1/ Il existe un parti de l'Ordre dans notre pays. La tribune révèle que cette mouvance, minée par des contradictions internes, s'est mise en mouvement. En retour, la parution de ce texte ouvertement séditieux, ne peut qu'encourager des passages à l'acte, individuels ou collectifs.
2/ Le laxisme des autorités légales face à la parution de cette tribune, pourtant ouvertement provocatrice, démontre que cette tendance se sait protégée à très haut niveau. Dans une démocratie « normale », ces cagoulards des temps modernes devraient pourtant, à l'heure où nous écrivons, être déjà sous les verrous.
3/ Le pouvoir est responsable du contexte politique interne qui rend possible cette attaque contre la démocratie. Le silence du gouvernement est d'autant plus scandaleux que, dans une tentative honteuse de détourner l'attention de l'opinion publique en plein désastre sanitaire et social, le pouvoir a, au nom d'une lutte fantasmée contre le « séparatisme », multiplié ces derniers temps ET les polémiques visant à stigmatiser une partie de la population ET les textes de lois particulièrement liberticides.
4/ A l'heure où les éditorialistes et les ministres peuvent se déchainer sur les ondes médiatiques pour réclamer la

dissolution de tel ou tel syndicat étudiant, le silence, la complaisance, les « oui, mais.. » envers la tribune des militaires est, non seulement une honte, mais bien un acte de soutien envers une sédition, clairement marquée du sceau de l'extrême-droite.

5/ L'impunité policière généralisée en France était déjà un très mauvais signal pour l'avenir démocratique de notre pays. Voilà maintenant que des militaires peuvent ouvertement appeler à l'intervention de l'armée contre la population. Comme dans les années 30, ces complaisances envers les ennemis de la démocratie contrastent avec la fermeté montrée dans la politique anti-ouvrière et antipopulaire.

6/ L'absence de réaction du président et de son gouvernement traduit qu'en période de crise aigüe et multifactorielle, Macron n'a rien à refuser aux forces de l'ordre, véritable garde prétorienne qui a protégé les beaux quartiers en éborgnant, mutilant et emprisonnant des centaines de gilets jaunes.

7/ La République autoritaire est une réalité. Des forces profondes souhaitent un durcissement de ce régime, ultra-libéral et ultrasécuritaire. Le système capitaliste a encore de nombreuses cartes à jouer pour prolonger son existence.

8/ La tribune est ainsi un rappel que la République bourgeoise est un appareil de domination politique des capitalistes sur la classe ouvrière. Le visage de cette République versaillaise évolue selon le degré de crise systémique ; plus ou moins autoritaires selon les cartes que la classe au pouvoir a en sa disposition en fonction de la force de l'opposition ouvrière.

9/ Seul le rapport de force, une classe ouvrière unie, des syndicats combatifs et déterminés, peut mettre fin à ce danger et à cette fuite en avant d'un capitalisme qui, se sachant condamné, se laisse tenter par des solutions à la Pinochet ou à la Fujimori.

(post de Unité CGT)

Deux jeunes condamnés pour un apéro en plein air

« On a l'impression que vous faites un gros bras d'honneur aux efforts de tout le monde » : à Lyon, le procès d'un « apéro sonore » sur les quais - Deux frères ont été condamnés à trois mois de prison avec sursis et 300 euros d'amende. Ils avaient réuni plus de 300 personnes, le 30 mars.

Le pass sanitaire fais son chemin...

Ca commence par une catégorie, ça teste, et puis ça s'étend..., comme pour la prise d'empreintes ou d'ADN par les flics.

Covid-19 : le « passe sanitaire » s'est imposé dans l'opinion et au gouvernement, mais son usage fait encore débat - Le certificat viserait dans un premier temps les voyages au sein de l'Union européenne, mais pourrait être élargi aux concerts ou festivals. Sans aller jusqu'à la vie quotidienne, assure l'exécutif.

Extradés et trahis 40 ans plus tard !

Sept anciens membres des Brigades rouges interpellés en France à la demande de l'Italie - Selon l'Elysée, trois autres brigadistes également condamnés par la justice italienne n'étaient pas à leur domicile et sont encore

recherchés.

Sous prétexte de lutte antiterrorisme, la porte s'ouvre à une surveillance de masse des Français sur Internet par algorithmes

Au menu de la nouvelle loi antiterroriste, le suivi des condamnés sortis de prison et la surveillance par algorithmes - Sans lien avec l'attaque terroriste au commissariat de Rambouillet, ce texte met à jour et renforce la loi renseignement de 2015 et la loi sécurité intérieure et lutte contre le terrorisme de 2017.

ÑHOMMAGE PARTY

Communiqué de Tekno Pirate

Premièrement : Merci à tous les participant(e)s, ceux à l'intérieur, qui ont tenu la barricade et qui ont dansé en hommage à tous nos frères et soeurs disparus, et surtout un grand merci à tout ceux présents à l'extérieur qui ont lutté, et qui se sont battu(e)s pour occuper les fdo et qui ont permis que la soirée ait lieu. Vous inquiétez pas on remettra ça dans de meilleures conditions pour vous bientôt . Nous ne sommes qu'un, et ensemble on ira loin.

Deuxièmement : 3 kilos de sons ont été posés pour une soirée célébrant des personnes mortes, des camarades partis trop tôt, et malheureusement on ne peut même plus leur rendre hommage.
Certains diront, c'est pas le moment ou encore que nous ne sommes que des drogués.
Aux seconds on leur dira, allez voir la réalité de la vie, on est tous drogués, parlons en de vos antidépresseurs et/ou de vos bouteilles de vins, qui vous empêchent de penser par vous-mêmes. En attendant nous on ose.
Aux premiers, il n'y a pas de moment, il nous faut lutter pour défendre nos droits, défendre nos libertés. Partout en france la culture refuse de mourir, soyons son porte parole..
Le lieu a été choisi en connaissance de cause. Bord de Seine de chaque côté (Steve on pense à toi), lieu isolé et accessible à pieds. Le matos est un don aux forces du désordre, jamais vous ne nous enlèverez notre droit de vivre.
Et parlons en de ces forces de l'ordre et leur chef...

On lit dans le Parisien :
"Selon la préfecture, « l'intervention de la police a permis d'éviter la tenue de cette fête clandestine ». « On a évité la tenue de cette rave party dans le hangar »"
Mais sérieusement les merdias, vous êtes censés relater la vérité et vous continuez à soutenir les mensonges des préfets et du gouvernement ? Où est votre intégrité ? Depuis quand avez vous arrêté de faire votre travail ?
La fête a duré toute la nuit, certains ont pu danser et malheureusement à l'extérieur beaucoup ont été victimes du totalitarisme et de la violence de ceux qui sont censés nous protéger..

Le son a démarré à 18h, et a 18h30 les fdo ont commencé à vouloir faire acte de violence. Les participants se sont barricadés à l'intérieur, une seule entrée, donc une seule sortie. Insulte et matraquage ont donné le ton. Ami(e)s policier(e)s que nous avons vous fait pour mériter votre haine ?

À l'intérieur tout ce passe bien, 150 personnes dansent et s'amusent. À l'extérieur les fdo perdent tout respect et dignité de leur uniforme, ils matraquent, ils gazent, ils tirent au LBD à bout portant et dans le visage, une personne

présente finit avec la mâchoire cassée, il subira une opération, et aura une plaque de métal à vie. Ils sortent des chiens mais n'arrivent pas à les tenir, tombent sous leur force et les lâchent sur des "jeunes" qui cherchaient à fuir leur assaut, résultat un participant à des côtes cassées à cause de la muselière, et heureusement qu'ils y avait la muselière. Des coups de matraque fusent, un genou cassé et une évacuation en urgence. Des "jeunes" humiliés alors qu'ils ne cherchaient qu'à danser.

Encore selon l'article du Parisien :
"Il s'agissait de sécuriser les personnes « pour éviter les noyades dans la Seine »"
A quel moment les fdo ont chercher à sécuriser alors qu'ils n'ont fait qu'agresser ?
Des tirs ont retenti toute la nuit contre des teuffeurs qui ne demandaient qu'à danser ? Et tout cela avec la Seine à côté ?
"Une enquête à été ouverte pour mise en danger de la vie d'autrui." Cherchez pas plus loin... Vos policiers ont dévisagé, handicapé, blessé et mutilé bcp de monde. Heureusement pour vous que personne n'est tombé dans la seine...
Nous dénonçons un effectif disproportionné pour une petite soirée. Des centaines de policiers, des grenade, des chiens, des LBD. Nous ne sommes pas des terroristes, juste des jeunes qui rave de liberté..

Toujours selon le Parisien :
« La fête avait commencé entre 19H00 et 20H00 et s'est finie ce (dimanche) matin vers 8H30 ». Dimanche matin, « il restait quelques personnes qui ont été très vite dispersées ». « Une soixantaine de personnes ont été verbalisées » et « il y a eu une saisie du matériel, notamment de sonorisation », selon la préfecture.
Bon la "fête" a commencé à 18h et s'est finie à 7h du matin, un mp3 a été branché pour faire tourner le son jusqu'à ce que le groupe électrogène s'arrête, et que tout les participants sortent sans encombre. Malheureusement pour vous le groupe c'est coupé à 8h30, vous êtes rentrés dans le hangar et y'avait plus personne. Les amendes n'existent pas, tout le monde est sorti à l'aise, vous espériez choper des orgas qui n'existent pas. Le son n'a pas été saisi, c'est cadeau, et sachez que tous les teuffeurs de france ne lâcheront rien. Nous sommes une tribu soudée et nous continuerons à luter.

Rien n'arrête un peuple qui danse...
Amusez vous bien avec notre matos, on espère que vous nous inviterez à vos soirées comme on vous invite aux nôtres.
Et sachez que vous êtes plus gentils sur enquête d'action.

« ESCALADE RÉPRESSIVE : ENCORE UNE NOUVELLE LOI « ANTITERRORISTE »

Plusieurs dizaines de textes sécuritaires et antiterroristes ont déjà été votés depuis 20 ans

Ce mercredi est présenté au Conseil des Sinistres un projet de loi antiterroriste. Une énième fois. On ne compte plus les lois sécuritaires et antiterroristes adoptées ces dernières années.
Rien que depuis 2015, on peut dénombrer une bonne dizaine de lois antiterroristes, auxquelles s'ajoutent des dizaines de mesures sécuritaires.

La nouvelle loi examinée aujourd'hui en Conseil des ministres fait suite à la mort d'une policière à Rambouillet. En fait, il s'agit surtout de « mise à jour » des mesures passées en y ajoutant une petite dose de répression quand même. Que prévoit ce nouveau texte ?

¡ Il sera plus facile de perquisitionner sans avoir recours à un juge (c'est ce qu'on appelle les perquisitions

administratives ou en novlangue macroniste « visites »)
¡ Les personnes condamnées pour terrorisme seront surveillées plus longtemps après leur sortie de prison
¡ Les bâtiments dépendants des lieux de culte fermés pour suspicion de liens avec le terrorisme pourront aussi être fermés
¡ Les personnes placées sous surveillance administratives pourront être interdites de manifestation
¡ L'usage des algorithmes pour le traitement automatisé des connexions internet est pérennisé
¡ Les données personnelles pourront être plus facilement récoltées et conservées

La règle est très simple : un attentat=une loi antiterroriste voire plus. Un fait divers=une loi sécuritaire voire plus. Cependant, aucune loi antiraciste n'a été adoptée après les attaques contre les mosquées.

Cette absurdité sécuritaire, nous la devons à nos parlementaires. Aux députés tout d'abord, élus par le peuple, qui passent plus de temps à se gaver aux frais du contribuable qu'à respecter un mandat électoral. Aux sénateurs ensuite, cette caste de vieux croûtons rétrogrades tout juste utile à faire figuration dans le jeu démocratique. Et, bien entendu, à nos ministres vertueux, tour à tour impliqués dans des affaires de viols, de détournements de fonds, d'abus de confiance, de corruption, de conflits d'intérêts.
Et ce sont eux qui, dans des assemblées parlementaires aux 3/4 vides, adoptent les textes les plus liberticides, écrits par la police, pendant qu'ils se pavanent dans leur vie luxueuse aux frais du contribuable.

Personne n'est dupe. Personne n'ignore que cet arsenal de lois sécuritaires n'a jamais empêché des attentats. L'instrumentalisation d'un soi-disant « sentiment d'insécurité » pour imposer des lois pénales de plus en plus sévères, n'a eu pour effet que de renforcer le contrôle et la surveillance de toute la population.
Au prétexte de nous protéger, on nous hôte toutes nos libertés et notre capacité à agir collectivement.
Le pouvoir est rempli de terroristes. Ceux qui regardent les exilé.e.s se noyer. Ceux qui arment la police avec des engins de guerre. Ceux qui vendent des armes aux pays qui s'en servent contre leur population. Ceux qui écrasent toute contestation.

Les manifestations contre la loi sécurité globale ont été massives et déterminées. La détestation de la police et de la caste politique est largement partagée. Il s'agit de jeter de nouveau nos forces dans la rue, avant que cet arsenal sécuritaire ne montre toute sa puissance.
Révoltons-nous !

Court inventaire pour s'y retrouver un peu :
«En juillet 2015, c'est la loi renseignement.
«Novembre 2015 : état d'urgence après les attentats du Bataclan
«10 jours plus tard : extension de certaines dispositions de l'état d'urgence
«Mars 2016 : lutte contre le terrorisme dans les transports
«Juin 2016 : lutte contre le financement du terrorisme
«Juillet 2016 : après les attentats de Nice, l'état d'urgence est prolongé et certaines de ses mesures sont étendues et renforcées
«Juillet 2017 : Macron poursuite la lancée si bien entamée par Hollande en prolongeant l'état d'urgence et en y ajoutant des mesures répressives
«Puis, depuis 2020 : la loi sécurité globale, la loi « séparatismes », et enfin la nouvelle loi antiterroriste suite aux attentats de Rambouillet.

En plus de ces lois antiterroristes sont adoptées des lois sécuritaires dont les effets sont multiples :
«Extension des pouvoirs de la police
«Extension des possibilités d'investigations du parquet
«Création de nouveaux délits

«Aggravation de peines
«Création et extension de fichiers de police

Rien qu'entre 2002 et 2012, on compte une soixantaine de lois sécuritaires !

(post de Nantes Révoltée)

Å LES JEUX OLYMPIQUES AU SERVICE DES SPÉCULATEURS ET DE L'ETAT SÉCURITAIRE

Quartiers populaires, parcs et lieux de vie doivent être broyés par la machine capitaliste -
Paris a été retenue comme la ville accueillant les Jeux Olympiques en 2024. Si cette sélection est vendue comme prestigieuse, glorieuse, pour un sublime événement sportif fédérateur, elle masque mal une autre réalité, faite d'écrasement des populations pauvres au profit d'aménageurs criminels.

En effet, l'accueil des JO implique de construire les stades, mais aussi les hôtels, commerces, routes et infrastructures dévastatrices multiples au détriment des habitants locaux. La propagande est bien rodée. Comme pour tout aménagement urbain, on nous vend un projet « écologiquement et socialement responsable ». L'urbanisation megalomaniaque ne sera jamais "écoresponsable". Rappelons que l'aéroport de Notre-Dame-Des-Landes était aussi présenté comme "écologique", et que le projet ectoplasmique d'extension du stade rennais est également loué comme L'esprit se veut « écoresponsable » avec la plantation de "1000 arbres"... La pure définition du Green Washing, à coup de maquettes peintes en vertes pour donner l'illusion du bio. Le développement durable est devenu une marque de fabrique marketing instrumentalisée par les professionnels du foutage de gueule.
Détail d'un projet macabre, dénoncé par une enquête de Youth for Climate.
Le "Village Olympique" doit s'implanter en Seine Saint Denis dans le quartier Pleyel. Pour entamer les travaux, les aménageurs véreux expulsent les habitant.e.s. Ainsi, plus de 200 personnes ont été virées d'un foyer d'hébergement ! Evidement, toutes n'ont pas eu de solution de relogement. Donc des dizaines de personnes ont été jetées à la rue au pour un projet mégalomaniaque au profit des plus aisés. Ce village antisocial doit occuper la modeste surface de 51 hectares, pour réaliser 3 500 appartements dans des immeubles de 7 étages. Les promoteurs du projet prétendent que ces logements après les JO, permettront de « répondre à la pénurie de logements en Ile de France ». A quel prix seront ces logements ? Si la crise du logement les préoccupe, pourquoi ne pas les construire maintenant ? Une véritable hypocrisie de s'inquiéter de la crise du logement pour profiter du rendement économique des JO. En attendant, les profiteurs se fichent bien des personnes sans-abris.

Un "village des médias" doit également voir le jour. Il est prévu, pour le construire, de bétonner 7 hectares d'espaces verts du parc George Vlabon. A lui seul. Pour des médias qui ne traiteront pas des actualités ni de l'injustice sociale, qui passeront leur temps à alimenter le patriotisme.

Il est aussi prévu un gigantesque centre aquatique de 15 000 personnes à la place de la Plaine Saulnier. Ce centre va détruire une grande partie des Jardins ouvriers d'Aubervilliers : un lieu de maraîchage par et pour les habitant.e.s, espace de lien social et de solidarité. Ce qui est délibérément omis par les médias qui relaient la propagande du pouvoir en vantant le nouvel aménagement. La colère des résident.es est renforcée par le projet de ce centre d'inclure des saunas, des hammams, des espaces de fitness, et un solarium ! Ironie mordante, il est même prévu des "espaces végétalisés"... Une manifestation de profond mépris envers les familles modestes d'Aubervilliers.

La construction de routes et de lignes de métro est bien entendue prévue, avec son lot de commerces divers et

variés. Elle aura pour effet de bétonner des centaines d'hectares de terres fertiles, notamment à Gonesse.
L'édification des infrastructures pour accueillir les JO aura donc pour effet de polluer d'avantage la Seine Saint Denis, d'anéantir des centaines d'hectares d'espaces verts, d'écraser les familles modestes et d'en expulser une partie. C'est de l'"écologie" à la De Rugy. Une "écologie" capitaliste qui prône le profit à tout prix au détriment de l'environnement et des pauvres. Y a-t-il vraiment une seule raison d'accepter ce mastodonte urbain ? Non.

Un des objectifs est de tester la « smart city », la ville intelligente. Affiché comme une prouesse technologique qui faciliterait la vie des habitant.e.s, il s'agit en vérité de la vendre à la surveillance et au contrôle. L'aménagement imposé constitue l'occasion rêvée d'expérimenter toutes les techniques sécuritaires qui figurent dans la loi de sécurité globale : drones, reconnaissance faciale, détection des personnes « dangereuses »... L'ensemble des technologies avancées de surveillance trouvent là un terrain d'expérimentation adéquat. On imagine aussi un déploiement excessif épouvantable de forces de l'ordre de brigades diverses et variées, fières de représenter à l'international l'Etat policier qu'est devenu la France.
Les habitantes et habitants de Seine Saint Denis se mobilisent contre ce projet antisocial, écodestructeur et sécuritaire. Si 2024 paraît loin, il ne faut pas perdre de vue que les travaux ont déjà commencé, pour que les bâtiments soient livrés peu avant les JO. La crise sanitaire a fait perdre un peu de temps aux constructeurs. Le blocage des travaux empêcherait ce délire capitaliste, pervers et autoritaire de se réaliser.

En 2014, au Brésil, des manifestations gigantesques et déterminées avaient eu lieu contre la coupe du monde de Football, pour laquelle les travaux avaient amené à l'expulsion de nombreuses familles pauvres. Engloutir des milliards pour des compétitions sportives internationales au détriment des services publics avait soulevé la colère de centaines de milliers de personnes.

Aujourd'hui, en France, en pleine pandémie et alors qu'on sait pertinemment qui va payer la crise, il semble absolument incroyable de dépenser des milliards pour accueillir les JO.
Ne les laissons pas faire.

(post de Nantes Révoltée)

Copyright © Ricochets